

Transposition d'un fait socioculturel dans la dégradation du Parc national de la Comoé

À partir de la lecture du rôle du rapt dans la société lobi, les actions en terme de sensibilisation à la préservation de l'environnement devraient céder aux femmes une place importante.

L'étude des causes de la permanence des activités de braconnage fait apparaître des conceptions socioculturelles comme des facteurs explicatifs importants. Les représentations que les populations locales se font des écosystèmes et de leur relation avec la nature sont cependant rarement prises en compte dans la gestion des projets de conservation et de développement. Or l'analyse d'un fait culturel, le rapt de la femme dans la société lobi, permet de comprendre qu'un fait socioculturel peut constituer un instrument de dégradation de la faune sauvage.

La place de la femme dans la conscience collective lobi

La femme occupe une place importante, qui se trouve valorisée à travers l'identification de l'enfant dans la société par le nom du matriclan, la vénération à un esprit tutélaire lié à un ancêtre du matriclan et de la convoitise dont elle fait l'objet. Cette importance est également valorisée par le mariage. Chez les Lobi, l'alliance matrimoniale se pratique sous trois formes principales : le mariage négocié, l'héritage de la veuve et le rapt d'une femme. Il apparaît que la forme dominante de mariage est le rapt.

Le rapt

Le rapt d'une femme est une pratique traditionnelle très ancienne dans la société lobi. Il constitue un mode de régulation sociale et le fondement d'homogénéité culturelle de la société lobi. L'enlèvement s'effectue avec le consentement de la femme mais à l'insu du groupe social dont elle dépend : celui de son mari ou de son père. De ce fait, il est à l'origine de la plupart des conflits, surtout entre membres de matriclan « ennemi ». Malgré cette caractéristique, selon Fiéloux (1980), le rapt en tant qu'élément culturel est un acte social valorisé associé au prestige de l'homme, et la bravoure et l'honneur qui en découle sont à la dimension du risque que comporte l'acte.

La transposition mentale du rapt dans la gestion du parc

Le Parc national de la Comoé est situé au nord-est de la Côte-d'Ivoire. À l'analyse des rapports des populations lobi avec le parc, notamment avec la faune sauvage, une analogie apparaît avec

ce fait culturel. En effet, les espèces animales rares remplacent la femme, objet de valeur et de convoitise. L'interdiction d'accès au parc et les agents des Eaux et Forêts constituent la contrainte à affronter et à vaincre pour se valoriser et défendre son honneur, en rapport avec le degré de risque que prend le chasseur. La défense de cet honneur se traduit par une escalade de la violence de la part des braconniers lobi. Ils n'hésitent pas à faire usage de leurs armes à feu pour se défendre, allant jusqu'à détruire les installations de télécommunications du parc. Les Lobi n'ont pas manqué de signifier que, pour eux, plus les mesures de surveillance et d'interdiction d'accès se renforcent, plus la chasse à l'intérieur du parc gagne en valeur. Dans la conscience collective lobi, la tradition célèbre cette forme de bravoure qui consiste à subtiliser l'objet de valeur d'autrui. Sur le plan socioculturel, cette transposition explique l'impossibilité de mettre un terme aux activités de braconnage dans le Parc national de la Comoé. Toutefois, le motif économique n'est pas moins important dans le besoin de chasse de cette communauté, que la présence de marchés de peaux d'animaux et de viande boucanée au Burkina explique. Le fait social est alors transposé et instrumentalisé dans une perspective purement économique.

La lutte endogène contre le braconnage ou l'instrumentalisation de la tradition guerrière

Dans les régions de Bouna et de Kong, réputées abriter les plus grands chasseurs traditionnels, les populations s'inscrivent de plus en plus dans une logique de collaboration à la préservation du Parc national de la Comoé. Devant la terreur imposée par les braconniers et face à la l'insuffisance des moyens de lutte des agents des Eaux et Forêts, les paysans de Bouna ont décidé d'établir une sorte d'équilibre. Ils ont créé un comité de surveillance du parc couvrant leur territoire. Ce comité est composé de chasseurs, mais surtout du plus grand chasseur de la région reconnu comme tel par l'ensemble de la communauté. La stratégie consiste à marquer les consciences par la reconversion des grands chasseurs eux-mêmes, aujourd'hui surveillants du parc. Par ailleurs, le respect, la considération et l'autorité dont ils font l'objet au sein de la

communauté constituent un gage d'acceptation par les populations de la stratégie de conservation. En réalité, les populations entendent établir par cette collaboration des relations d'échange. En effet, bon nombre de villages autochtones koulango riverains atteste avoir été déplacé lors du classement du parc. Sous la pression, ils ont ainsi laissé à l'intérieur du parc leurs sites sacrés qui hébergeraient des génies protecteurs, à qui il faut continuer de consacrer des rites sacrificiels. Ainsi, dans le cadre de leur participation à la préservation de l'aire protégée, les populations du village de Sayé continuent de procéder à des sacrifices à l'intérieur du parc, avec l'autorisation de la cellule de gestion.

Il s'agit non pas de faire la place aux chasseurs traditionnels pour lutter contre le grand braconnage, mais d'intégrer et d'intéresser les membres de communautés riveraines déplacées qui ruminent encore des frustrations, qui possèdent dans le parc des lieux sacrés importants pour leur société, des sites dont les pouvoirs mystiques interviennent lors de la chasse. Ils ont, enfin, une connaissance parfaite du site du Parc national de la Comoé. ■

Par Alfred Babo,

socio-économiste, doctorant, université de Bouaké, assistant de recherche Lesor-Cirad



Conflit entre développement protégées dans le Parc national

En Afrique noire, l'histoire des aires protégées fait partie intrinsèque d'expropriations, de tensions et d'injustices.

Le Parc national de Campo-Ma'an est une des composantes de l'ancienne réserve de faune de Campo. Cette aire protégée est située au sud du Cameroun. Le parc couvre une superficie de 216 400 hectares et 120 000 personnes vivent autour et à l'intérieur de cet espace. Une large proportion de cette population vit dans, et pour, la forêt. Elle pratique l'essartage traditionnel, la chasse, la cueillette et la pêche. La forêt, l'écosystème marin et dulçaquicole fournissent à ces populations des moyens de subsistance et des revenus, cependant très faibles. La crise économique dans laquelle est plongé le pays depuis la fin des années 1980 a aggravé la pauvreté et a amplifié la précarité des conditions de vie au niveau local.

Une superposition d'interventions et d'opérations d'expropriation

Dans les années 1970, des complexes agro-industriels paraétatiques se sont installés dans la région : la Société des hévéas du Cameroun (Hevecam) et la Société camerounaise des palmeraies (Socapalm). L'installation de ces plantations postcoloniales s'est accompagnée d'expropriations foncières sans compensations et une main-d'œuvre fut « importée » d'autres provinces du pays. La région a également accueilli des compagnies forestières. Tout comme les complexes

agro-industriels, elles ont plus de liens avec les communautés locales. De plus, à l'ouest de la région du parc national, une route traversée par le pipeline Tokeo s'agit d'un mégaprojet financé par des multinationales du pétrole, comme la Shell et la Petronas. La mise en place de ce projet a poussé la Banque mondiale à imposer des conditions au parc national. C'est également à cause de cet afflux de financements que la Banque mondiale de conservation dans la région a été créée dès lors comme une compétence internationale, un « don du pipeline ».

Et qu'en est-il de l'amélioration des conditions de vie des communautés locales ?

La création du parc a apporté de nombreux avantages. De nombreuses campagnes ont été réalisées pour la protection des espèces vivantes du parc. Cependant, la région est « exclue », disent les paysans. Ce qui ne cesse d'être exprimé pour ce qui est mal acceptée par les communautés locales qui ne cessent d'exprimer leur mécontentement à l'égard de la création de ce parc national et du pipeline. Partout dans la région, les communautés reconnaissent qu'ils ne peuvent pas bénéficier de la présence du parc national et qu'ils n'ont pas été consultés. Désormais, les communautés veulent qu'on reconnaisse leur rôle dans la partie de la « biodiversité » du parc national de Campo-Ma'an. À ce titre, elles demandent une attention particulière et une planification pour la conservation des espèces locales dont leur être affectée.

Des réponses jugées é

Le ministère de l'Environnement et ses partenaires, le programme de coopération de l'Organisation néerlandaise pour le développement (SNV) ont esquissé des réponses au mécontentement des paysans. Ils ont encouragé les paysans la mise en œuvre de projets agricoles et leur exploitation commerciale. La vente de planches sciées locales et d'autres produits bénéfiques financeraient le développement local.

Parc national de Namibie.



Xdc